

Cote du document: EB 2014/LOT/G.5
Date: 13 août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Développement international Desjardins

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ndaya Beltchika

Chargée de programme de pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2771
courriel: n.beltchika@ifad.org

Francesco Rispoli

Conseiller technique, finance rurale
Division des politiques et du conseil technique
téléphone: +39 06 5459 2725
courriel: f.rispoli@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Développement international Desjardins: Améliorer l'accès à des services financiers ruraux durables en Afrique de l'Ouest et du Centre	3
--	---

Appendice

Results-based logical framework
(Cadre logique axé sur les résultats)

Sigles et acronymes

CPP	Chargé de programme de pays
DID	Développement international Desjardins
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
IFR	Institution de finance rurale
PTA	Division des politiques et du conseil technique
WCA	Division Afrique de l'Ouest et du Centre

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Développement international Desjardins

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 950 000 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au projet de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Développement international Desjardins.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Développement international Desjardins: Améliorer l'accès à des services financiers ruraux durables en Afrique de l'Ouest et du Centre
3. Les objectifs et la teneur du projet considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique a pour ambition d'obtenir les résultats suivants: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques, s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres, menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
6. Le projet proposé est conforme à l'objectif et aux résultats attendus de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Il sera axé sur les objectifs stratégiques et les domaines thématiques du Fonds portant sur l'amélioration de l'accès à des services financiers durables (Cadre stratégique du FIDA 2011-2015). Ses objectifs sont entièrement conformes aux plans de travail stratégiques de la Division Afrique de

l'Ouest et du Centre (WCA) et de la Division des politiques et du conseil technique (PTA) pour 2014.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet visant à améliorer l'accès à des services financiers ruraux durables en Afrique de l'Ouest et du Centre, accordera un don ne dépassant pas neuf cent cinquante mille dollars des États-Unis (950 000 USD) à Développement international Desjardins à l'appui d'un projet de 36 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Développement international Desjardins: Améliorer l'accès à des services financiers ruraux durables en Afrique de l'Ouest et du Centre

I. Contexte

1. Dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, il est essentiel d'augmenter la productivité agricole afin de réduire la pauvreté, d'assurer la sécurité alimentaire et d'accroître les revenus et les possibilités d'emploi en milieu rural. Pour améliorer durablement les résultats obtenus dans le domaine agricole, il est notamment nécessaire de faciliter l'accès à la finance rurale. Les ménages ruraux constituant jusqu'à 70% des populations pauvres, l'importance que revêt la fourniture de services financiers au-delà des zones urbaines est évidente. Les ruraux pauvres (en particulier les petits exploitants) représentent à la fois les populations dont les besoins sont les plus largement insatisfaits et le plus grand marché de services financiers non couvert. Toutefois, pour assurer ce marché durablement, il faut surmonter les obstacles liés aux coûts, aux risques et à l'adaptation des produits. L'appui des donateurs est indispensable pour inciter et aider les institutions de finance rurale (IFR) à élaborer, mettre à l'essai et faire adopter des innovations technologiques et méthodologiques. Ces institutions peuvent revêtir de multiples formes, notamment les suivantes: banques rurales, coopératives de crédit, banques villageoises, associations d'épargne et de crédit, et institutions de microfinancement.
2. D'après l'enquête annuelle du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres sur les bailleurs de fonds, le FIDA est l'un des plus gros donateurs du monde dans le domaine de la microfinance, et probablement le plus généreux pour ce qui est de la finance rurale. En effet, la finance rurale représente une part importante du portefeuille d'investissements du FIDA: actuellement, les deux tiers environ des projets en cours comptent une composante de finance rurale. Compte tenu de son niveau d'investissement et de sa mission, qui consiste à mettre en place et maintenir des services financiers permettant d'améliorer la vie des populations pauvres en milieu rural, le FIDA peut tirer grandement profit, dans le cadre de ses investissements en faveur de la finance rurale, d'une étroite coopération avec les principaux acteurs de ce secteur, notamment avec Développement international Desjardins (DID), dans le cas de la présente proposition.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

Liens avec la politique en matière de dons et les priorités du FIDA

3. La présente proposition est conforme aux objectifs stratégiques de la Politique du FIDA en matière de dons ayant trait au renforcement des capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires. Elle portera principalement sur le renforcement des IFR partenaires en Afrique de l'Ouest et du Centre et du secteur financier dans lequel celles-ci opèrent. Cette initiative permettra d'offrir aux bénéficiaires du FIDA le vaste éventail de produits et services financiers spécialisés dont ils souhaitent disposer à long terme. Suivant cette logique, les trois composantes du projet sont étroitement liées aux résultats attendus de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Outre le renforcement des capacités des institutions partenaires, elles seront axées sur: la promotion d'activités, de technologies et d'approches novatrices; la mise en commun des enseignements tirés, en vue d'améliorer la stratégie de finance rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre, et de contribuer à une meilleure connaissance des obstacles et des opportunités dans ce domaine, aux fins de reproduction à plus grande échelle et de durabilité dans d'autres régions; et l'évaluation des blocages au niveau des politiques, s'agissant du cadre juridique et réglementaire de la finance rurale.

4. Les approches proposées par DID dans le cadre du présent projet sont entièrement conformes à la Politique du FIDA en matière de finance rurale, ce que garantira également la participation systématique au projet de l'équipe de PTA chargée de la finance rurale.

III. Le projet proposé

5. Le projet comportera trois grandes composantes: i) amélioration de la stratégie de finance rurale; ii) développement des capacités et renforcement des initiatives de finance rurale; et iii) gestion des savoirs et innovation

A. Objectif général et objectifs spécifiques

6. L'objectif général du projet est d'améliorer la durabilité, la pertinence et l'efficacité des interventions de finance rurale en faveur du groupe cible du FIDA, dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.
7. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:
 - i) améliorer la conception et la mise en œuvre des interventions de finance rurale;
 - ii) promouvoir la reproduction à plus grande échelle de produits, d'approches et de services novateurs fondés sur la demande, à l'intention des ménages ruraux;
 - iii) améliorer la stratégie et appuyer la concertation sur les politiques dans le cadre des interventions de finance rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre; et
 - iv) renforcer les capacités en matière de finance rurale des partenaires d'exécution, notamment des IFR.

B. Groupes cibles

8. Les groupes cibles sont constitués par les populations rurales pauvres économiquement actives, leurs familles et leurs organisations, en particulier les petits exploitants, les femmes et les jeunes exerçant des activités productives agricoles et/ou non agricoles, qui n'ont pas suffisamment accès aux services et produits financiers ruraux. En améliorant le rayon d'action, l'efficacité, la variété et la qualité des opérations de finance rurale sur le terrain, le projet contribuera à améliorer l'accès à long terme de ces groupes cibles à divers services et produits financiers mieux adaptés à leurs besoins.
9. Le don devrait bénéficier à 1 million de ménages vivant dans les cinq pays qui mènent des projets autonomes de finance rurale, à savoir le Bénin, le Ghana, le Mali, le Nigéria et la Sierra Leone (projets participants). Il pourrait également profiter à divers types d'IFR, en renforçant leur capacité à atteindre durablement les populations rurales pauvres.

C. Résultats du projet

10. Les résultats attendus du projet sont les suivants:
 - i) amélioration de l'accès des bénéficiaires des projets financés par le FIDA dans la région à des services financiers durables;
 - ii) adoption des meilleures pratiques par les IFR associées aux projets appuyés par le FIDA, et diffusion de ces pratiques à toutes les parties prenantes concernées dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et dans d'autres régions figurant dans le portefeuille de finance rurale du Fonds; et
 - iii) renforcement de l'efficacité et de l'impact des initiatives actuelles et futures de finance rurale dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

D. Activités du projet

11. La présente section décrit en détail les diverses activités qui doivent être entreprises dans le cadre de chaque composante.

Composante 1: amélioration de la stratégie de finance rurale

1.1 Examen et évaluation du portefeuille

12. Cet examen et cette évaluation porteront essentiellement sur les cinq pays dans lesquels le FIDA effectue des investissements importants en faveur de la finance rurale, dans le cadre de projets autonomes ou de sous-composantes de projet. Moyennant des visites sur le terrain dans ces pays, le portefeuille du FIDA sera évalué dans le contexte du développement plus général du secteur financier et des activités d'intégration financière menées par d'autres donateurs.

1.2 Stratégie de finance rurale pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

13. Compte tenu des conclusions de l'examen et de l'évaluation du portefeuille, des avantages comparatifs du FIDA et des spécificités de son modèle opérationnel, du contexte régional, des enseignements tirés et des meilleures pratiques, DID aidera le Fonds à mettre au point une approche stratégique et à définir de grandes orientations pour ses activités de finance rurale et agricole dans la région. L'efficacité et l'impact des initiatives actuelles et futures de finance rurale appuyées par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre seront ainsi renforcés. L'objectif est d'offrir toute une gamme de services financiers ruraux durables, notamment aux petits exploitants et aux personnes à faible revenu.
14. Avec le responsable de la finance rurale de WCA, les chargés de programme de pays (CPP) de la région et l'équipe de PTA chargée de la finance rurale, DID participera à l'organisation d'un atelier stratégique en vue de: passer en revue les conclusions de l'examen et de l'évaluation du portefeuille, les conséquences pour les projets du FIDA et la marche à suivre; et élaborer un document d'orientation fondé sur les débats, les conclusions et les recommandations de l'atelier, et le projet de compte rendu.

Composante 2: développement des capacités et renforcement des initiatives de finance rurale

2.1 Appui technique

15. Dans les cinq pays retenus, DID définira les priorités en matière de soutien, en collaboration avec les CPP intéressés, l'équipe du projet en Afrique de l'Ouest et du Centre et PTA.
16. Les projets et programmes de finance rurale en cours d'exécution pourraient tirer parti des connaissances spécialisées de DID, par le biais d'activités telles que: la définition des besoins des IFR et de l'unité de gestion du projet en matière de renforcement des capacités; la fourniture d'un soutien aux missions de supervision et d'appui à l'exécution; et l'examen de la qualification des partenaires d'exécution potentiels.
17. Si, dans l'un des pays, la conception du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) ou les phases de démarrage sont jugées prioritaires, DID se tiendra à disposition pour dispenser des conseils techniques concernant des initiatives telles que l'évaluation du marché ou la définition de stratégies de retrait qui ont pour effet de favoriser la viabilité du secteur. L'orientation stratégique des futures interventions appuyées par le FIDA sera ainsi améliorée au profit des populations rurales pauvres.

2.2 Renforcement des capacités

18. Afin d'aider les IFR partenaires à appliquer les bonnes et/ou les nouvelles pratiques et à les reproduire à plus grande échelle, DID consacrera du temps aux activités de renforcement des capacités comme suit:
 - Un soutien technique, une formation et un accompagnement seront assurés à la direction et au personnel des IFR qui sont associées à un projet de finance rurale appuyé par le FIDA et sont intéressées par la reproduction/l'élaboration

et la diffusion de produits innovants, tel que convenu avec le Fonds (et dans le cadre de la composante 3.1).

- Le soutien technique et le renforcement des capacités à l'intention des IFR pourraient également couvrir d'autres domaines essentiels aux fins de la consolidation des institutions, comme l'amélioration de la fourniture de produits financiers.
- Du matériel pédagogique destiné à l'éducation en matière de finances sera mis au point et certaines IFR partenaires des cinq pays retenus recevront une formation leur permettant d'améliorer la fourniture de services et de produits aux bénéficiaires du projet, tel que convenu avec le FIDA.

Composante 3: gestion des savoirs et innovation

3.1 Gestion des savoirs

19. Les enseignements tirés seront étayés par des documents et utilisés comme éléments d'information pour les activités de gestion des savoirs, pendant toute la durée du projet financé par le don:
- Dans le cadre de ce don, DID tirera parti de sa connaissance de la région et de son expérience des interventions appuyées par le FIDA pour rédiger une série de notes de politique générale sur la finance rurale, qui porteront sur des questions d'orientation et de réglementation essentielles pour le développement d'un secteur de la finance rurale durable dans la région, en vue de faciliter les négociations au niveau national et l'exécution du projet.
 - Des boîtes à outils concernant les innovations conçues dans le cadre de la composante 3.1 seront mises au point.
 - Trois ateliers régionaux seront organisés en collaboration avec le responsable de la finance rurale de WCA, avec les CPP de WCA et ceux d'autres régions dotées de portefeuilles de finance rurale importants, et avec l'équipe de PTA chargée de la finance rurale. Dans le cadre de ces ateliers, les résultats obtenus et les principales conclusions tirées des innovations mises en œuvre au titre de la composante 3.1, ainsi que la stratégie d'application à plus grande échelle, seront examinés.

3.2 Innovation

20. DID aidera les IFR à mettre en œuvre et superviser ces approches et produits novateurs moyennant un soutien en matière d'élaboration et de planification, une formation, l'adaptation du système d'information de gestion, et des activités intermédiaires et finales de suivi-évaluation.

IV. Produits et avantages escomptés

21. Parmi les principaux produits et avantages escomptés, aux fins de la réalisation de l'objectif général et des objectifs spécifiques du don et de l'obtention des résultats attendus, figurent notamment:
- **Avantages.** Amélioration des prestations des IFR partenaires dans le cadre des projets financés par le FIDA; adoption par le FIDA des meilleures pratiques et de stratégies nouvelles en matière de finance rurale, qui sont reprises dans au moins cinq projets en cours d'exécution en Afrique de l'Ouest et du Centre; amélioration de la conception d'au moins trois nouveaux projets de finance rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre, grâce aux enseignements tirés dans le cadre de dons; adoption d'au moins trois innovations par six IFR partenaires dans la région; formation d'au moins cinq IFR à la diffusion de matériel pédagogique destiné à l'éducation en matière de finances; et renforcement de la capacité d'au moins 50 employés d'IFR à offrir des produits de finance rurale.
 - **Produits.** Rapport d'examen et d'évaluation du portefeuille; document d'orientation sur la finance rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre; atelier

régional sur les conclusions en matière de stratégie; notes de politique générale sur les questions juridiques et réglementaires spécifiques à la finance rurale; études de cas et boîtes à outils relatives aux innovations; atelier régional sur les enseignements aux fins de la reproduction à plus grande échelle des innovations; matériel pédagogique destiné à l'éducation en matière de finances; et renforcement des capacités du personnel des IFR.

V. Modalités d'exécution

22. Le bureau régional de DID en Afrique de l'Ouest, situé à Dakar (Sénégal), sera chargé de coordonner les activités du projet sur le terrain, en collaboration avec les bureaux de pays du FIDA et avec d'autres partenaires institutionnels. Ce bureau régional est constitué d'un directeur de DID, qui assumera le rôle de chef d'équipe, et de personnel local spécialisé dans divers domaines de la microfinance (planification stratégique, mise au point des produits, technologies de l'information et des communications, etc.). En outre, pour les missions sur le terrain, le directeur de DID pourra faire appel le cas échéant au groupe d'experts en finance rurale et en crédit agricole du siège de DID au Canada.
23. Le bureau régional relève directement d'un directeur de projet appartenant au groupe d'experts consultants du vice-président, qui opère à partir du siège de DID. Le siège sera chargé d'assurer l'exécution en temps voulu et la qualité de l'ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du projet, et d'examiner et remanier tous les rapports présentés au FIDA.
24. Le projet sera mis en œuvre sur trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur. Dans l'ensemble, la supervision et le suivi incomberont à la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, avec l'appui de l'équipe de PTA chargée de la finance rurale.
25. Le dispositif de gestion financière a été examiné et jugé satisfaisant. En général, le paiement de tout service externalisé (consultants, formation et services) sera effectué directement par le siège de DID. Lorsque cela sera nécessaire, des fonds seront transférés directement au bureau régional afin de mettre en œuvre les activités du projet fondées sur des plans de travail et budgets annuels approuvés et validés. Des rapports financiers trimestriels non vérifiés seront établis, et des états financiers annuels vérifiés seront présentés dans les six mois suivant la fin de l'exercice budgétaire de DID.

VI. Coût et financement indicatifs du projet

26. Le projet financé par le don sera exécuté sur une période de trois ans. La contribution totale du FIDA s'élève à 950 000 USD. Une contribution en espèces du bénéficiaire, d'un montant de 70 000 USD, est également prévue, ainsi que 115 785 USD en nature. Les récapitulatifs des budgets sont présentés ci-après:

Tableau 1
Coût du projet par catégorie de dépenses
(en USD)

Catégorie de dépenses	Notes	Année 1	Année 2	Année 3	Contribution FIDA	Contribution DID		Total
						Espèces	Nature	
Traitements et prestations	1	185 690	107 835	89 705	341 121	-	42 109	383 230
Dépenses de fonctionnement	2	24 558	24 558	24 558	-	-	73 675	73 675
Services de consultants	3	35 160	52 741	-	87 901	-	-	87 901
Frais de voyage et indemnités	4	86 182	74 955	77 427	238 564	-	-	238 654
Matériel et fournitures		-	-	-	-	-	-	-
Biens, services et intrants		-	-	-	-	-	-	-
Ateliers	5	11 537	-	61 481	28 018	45 000	-	73 018
Formation	6	-	38 870	110 839	124 709	25 000	-	149 709
Traduction et édition	7	19 771	19 772	19 772	59 316	-	-	59 316
Sous-total		362 899	318 731	383 784	879 629	70 000	115 785	1 065 414
Frais généraux	8	25 375	21 892	23 103	70 370	-	-	70 370
Total		388 274	340 623	406 887	950 000	70 000	115 785	1 135 784

Tableau 2
Coût du projet par composante
(en USD)

Composante	Année 1	Année 2	Année 3	Contribution FIDA	Contribution DID		Total
					Espèces	Nature	
Examen et évaluation du portefeuille	190 693	335 889	35 889	223 875	-	38 595	262 470
Renforcement des initiatives de finance rurale	97 062	101 279	177 862	337 609	-	38 595	376 204
Gestion des savoirs et innovation	75 144	181 563	170 033	318 144	70 000	38 595	426 739
Gestion des savoirs	38 414	56 814	109 892	96 525	70 000	38 595	205 120
Innovation	36 730	124 749	60 141	221 619	-	-	221 619
Frais généraux	25 375	21 892	23 103	70 370	-	-	70 370
Total	388 274	340 623	406 887	950 000	70 000	115 785	1 135 784

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators (RIMS INDICATORS MARKED WITH *)	Means of verification	Assumptions
Goal	The overall goal is to improve the sustainability, relevance and effectiveness of rural finance interventions for IFAD's target group in the Western and Central Africa Region.	Improved performance of partner RFIs in IFAD-funded projects as measured by (specific targets to be set at project inception phase) *: <ul style="list-style-type: none"> - increase in outreach; - increase in number of loans; - reduction in arrears (PAR); - social and financial performance indicators recommended by SEEP, MIX and the SMART Campaign. 	<ul style="list-style-type: none"> • Reports from WCA, Country Offices, projects with rural finance components • Annual reports and financial statements of partner RFIs • Scoreboards to be implemented with partner RFIs 	<ul style="list-style-type: none"> • DID must quickly grasp issues and be able to work efficiently with WCA CPMs and PMUs and partner RFIs.
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> (i) Strengthen the design and implementation of rural finance interventions in the region (ii) Promote scale-up of demand-based innovative products, approaches and services for rural households (iii) Improve strategy and support policy dialogue in rural finance interventions in WCA (iv) Enhance capacity in rural finance amongst implementation partners, including RFIs 	<ul style="list-style-type: none"> • New rural finance strategies and best practices adopted by IFAD and featured in at least 5 existing projects in WCA region • Improved design based on grant's learnings for at least 3 new rural finance projects in WCA region • Adoption of at least 3 innovations by 6 partner RFIs across the region 	<ul style="list-style-type: none"> • QE/QA comments on new rural finance interventions proposed by WCA during the grant period • Rural finance project progress reports • Reports from WCA, Country Offices, projects with rural finance components, and partner RFIs • Grant project progress and final reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Market opportunities and infrastructure must exist to support the development of sustainable rural finance activities • Social and political environment in selected countries must be stable enough to operate

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators (RIMS INDICATORS MARKED WITH *)	Means of verification	Assumptions
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> Portfolio review and assessment report Strategic Paper on rural finance in WCA Regional workshop on strategy findings Policy briefs on targeted legal and regulatory issues in rural finance Case studies and toolkits on innovations Regional workshop on lessons for scaling-up innovations Financial literacy training materials RFI staff capacity enhanced 	<ul style="list-style-type: none"> 5 existing rural finance initiatives assessed across 5 WCA countries At least 3 new rural finance initiatives identified, designed or redefined 3 new products, approaches, systems tested, documented and replicated At least 5 RFIs trained in delivery of financial literacy materials Capacity in delivery of rural finance products strengthened for at least 50 RFI members of staff 	<ul style="list-style-type: none"> All outputs will be submitted by DID and validated by IFAD 	<ul style="list-style-type: none"> All stakeholders (PMUs, partner RFIs, government agencies) must be ready and available at time of field missions to provide all relevant information to consultant Partner RFIs must be willing and committed to participate in testing the innovations
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> WCA rural finance portfolio review and assessment Support policy dialogue with legal and regulatory bodies Technical support, training and coaching in identification, design and implementation of rural finance initiatives Development, implementation support and analysis of innovative products, approaches and services Development of financial literacy materials Delivery of direct technical capacity enhancement activities for RFI staff Strategic and dissemination workshops 	<ul style="list-style-type: none"> Total of 37 field missions to 5 selected WCA countries Organisation of 4 workshops # of adopted recommendations after supervision missions (per country) # of financial institutions participating in the project * # of staff of financial institutions trained * # of people trained in financial services * 	<ul style="list-style-type: none"> Grant project progress and final reports Proceedings from workshops 	<ul style="list-style-type: none"> WCA, PTA and DID must agree on selection of countries and projects WCA, PTA and DID must agree on selection of pilots CPMs must be informed and in agreement